

Secrétariat Régional:

Benoit Drouart,
Secrétaire régional

Tél: 07 62 65 12 22

@: amiens@cgteduc.fr

José Gaspar
Secrétaire-adjoint

Tél: 06 73 93 49 36

@: 02@cgteduc.fr

Web : [http://
ursencgtpicardie.free.fr](http://ursencgtpicardie.free.fr)



Secrétariats Départementaux :

Aisne : José Gaspar
tél: 06 73 93 49 36

@ : 02@cgteduc.fr

Oise : Franck Scheirlinck
tél : 06 33 26 28 93

@ : 60@cgteduc.fr

Somme : Arnaud Ugolini
tél : 06 89 52 07 11
Carole Prompsy
tél : 06 75 93 42 74

@ : sdencgt80@orange.fr

LE PIC'HARDI ÉDUC' ACTION



Journal régional de l'UPSEN-CGT Picardie

La CGT Éduc'action en marche !

Ces dernières années, l'offensive libérale contre le système scolaire a connu une accélération brutale. Avec le gouvernement Macron, elle s'accompagne d'avalanches de réformes, dessinant une société de plus en plus injuste et inégalitaire.

Loi El Khomri, loi travail, attaques sur les retraites, destruction du statut des fonctionnaires, réformes scolaires... Cet acharnement sans précédent nous a conduits dans la rue à de très nombreuses reprises cette année encore.

Partout des manifestations, des grèves, des collectifs de lutte... Mais le gouvernement Macron tient ferme, affichant un mépris évident pour le dialogue social et se parant des attributs de la modernité.

Le système scolaire est bien sûr l'une des premières cibles quand on veut « transformer en profondeur » notre société comme nous le répète notre président. Et le ministre Blanquer, parfait représentant d'une école à la botte du libéralisme, mélange habilement discours réactionnaire sur l'uniforme et délires scientistes sur les neurosciences.

Par ailleurs, la propagande gouvernementale, relayée à l'envi par les médias, assure que des moyens généreux sont octroyés à l'Éducation Nationale, sommée de mieux fonctionner. Mais qu'en est-il vraiment ? Nous avons des classes de CP dédoublées dans les REP, grâce aux fermetures de classes en zone rurale. Quant au parcours scolaire de l'élève, s'il peut se targuer de beaux adjectifs et se donner pour « parcours citoyen » ou

« culturel », il aboutit, pour l'élève qui n'a pas échoué, à être sélectionné, refusé ou en attente, à la place exacte que l'algorithme de Parcoursup lui aura assignée ! D'ailleurs, pour « revaloriser » la voie professionnelle, c'est-à-dire, dans la Novlangue macroniste, s'en débarrasser, l'État la livre aux organisations patronales qui décideront des programmes et enfermeront les élèves dans des parcours sans passerelles.

Les enseignants, fonctionnant à cause des réformes successives comme des ordinateurs, avec une charge de travail de plus en plus lourde, emploient désormais leur temps à cocher des cases dans lesquelles on dessine l'employabilité du futur citoyen, pardon ! du futur consommateur ! Cette école devient une machine à sélectionner où des personnels aux statuts menacés, contractualisés, précarisés, sont aussi méprisés que leurs élèves.

Une école qui ne construit plus le citoyen autonome, épanoui, libre de ses choix n'est plus une école, c'est une gare de triage, où les encadrants, désormais sans statut, comme les cheminots, tenus en laisse par un salaire au mérite, sont réduits à évaluer mécaniquement des « compétences ».

Enfermer la culture et la citoyenneté dans des parcours, c'est définir l'éducation par rapport à son utilité économique. C'est considérer l'individu par rapport aux besoins du marché et ravalier l'humain au rang de produit. Cela n'est pas « moderne », c'est une régression sociale, intellectuelle, et un manque d'ambition pour le plus grand nombre. C'est l'abandon des valeurs fondamentales de ceux qui ont combattu pour l'égalité.

Il faut reprendre le pouvoir sur nos vies ! Cela commence par **défendre l'école** en adoptant une stratégie offensive en avant notre projet de société émancipatrice. Les luttes à venir doivent dire à quel point nous refusons la société qu'on nous propose et la destruction de l'école.

Refusons la philosophie des « **premiers de cordée** » qui monopolisent le pouvoir de décision et de distribution des richesses aux plus aisés.

Ne nous contentons plus de défendre nos acquis ; imposons une école de l'émancipation et du progrès ! Passons tous ensemble à l'offensive :

Réforme Blanquer de la voie pro

- ***Le ministre Blanquer a dévoilé la réforme de l'enseignement professionnel. De graves reculs pour les élèves et pour les enseignant-es. L'objectif est de réduire la dépense publique et de produire une main d'œuvre immédiatement productive et à bas coût pour le MEDEF.***

Désécialisation et déqualification des diplômes.

L'intégralité des filières va être regroupée par famille de métiers en seconde. Le bac pro sera préparé maintenant en deux ans après un choix en fin de seconde « champs professionnels », cette organisation conduira à une déprofessionnalisation du diplôme et supprimera un nombre important de postes.

Un plan social d'envergure se profile pour les collègues d'éco gestion administration, il est annonciateur de ce qui arrivera aux autres disciplines.

Apprentissage: implantation d'une UFA dans chaque LP!!

Il est peu probable que les deux voies de formation (initiale et alternance) soit en parallèle dans l'établissement, il y aura alors un mixage des publics et de ce fait une annualisation du temps de service des enseignants, donc la remise en cause du statut des PLP ! Le mixage est nocif, car il conduit à la mise en concurrence des voies de formation. Pour les élèves, une orientation précoce qui accentuera forcément le tri social.

**RÉFORME DU BACCALAURÉAT:
MACRON S'EXPLIQUE...**

COMPRENEZ NOUS!
ON VEUT DES TRAVAILLEURS!

PAS DES
CROYENS!!



Coupes sombres dans les moyens horaires !

Pour le CAP comme pour le BAC Pro, les nouvelles grilles horaires présentent une baisse de volume conséquente des heures d'enseignements disciplinaires. Globalement les élèves perdent environ un trimestre de cours sur le cycle. (cf grille horaire fin de document).

Quel impact sur l'enseignement général ?

Une réduction des horaires et une menace sur les postes

En Bac Pro, la perte atteint 252 heures ! Toutes les disciplines sont touchées. Cet allègement des grilles horaires, va rendre les poursuites d'études en BTS plus difficiles et appauvrir la culture générale. **Pour les classes populaires, c'est le retour du tri social et de la discrimination vers le supérieur avec Parcoursup.**

Une vision utilitariste de l'enseignement général

Création de la co-intervention avec l'enseignement professionnel et l'enseignement général, Il n'y aura pas de temps de concertation prévue, ce qui entrainera un alourdissement des conditions de travail. L'ouverture culturelle est absente, la formation citoyenne se résume aux « *aux savoir-être* ».

Les mesures annoncées vont dans le sens de l'individualisation et sonnent le glas de l'élévation du niveau de qualification et de toute vocation émancipatrice de la formation professionnelle sous statut scolaire.

Quel impact sur l'enseignement professionnel ?

Une désécialisation professionnelle :

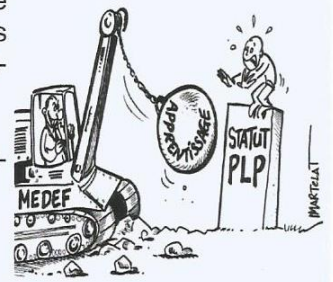
Le regroupement de plusieurs spécialités professionnelles en classes de seconde « champs professionnels », à la rentrée 2019, dans une quinzaine de familles de métiers entraînera une désécialisation des baccalauréats professionnels, et une suppression massive de postes. Baisse de 25 % de l'enseignement pro !

Le patronat veut définir et réécrire lui même sans concertation les référentiels professionnels « pour répondre aux mutations technologiques et organisationnelles des métiers ».

Pour les enseignements disciplinaires:

- Apparition de la co-intervention sans temps de concertation,

UN CHANTIER À HAUTS RISQUES !



Pour la CGT Educ'action, la voie professionnelle doit conserver sa double finalité, l'insertion professionnelle mais aussi la poursuite d'études. La vie ne se limite pas à l'emploi et au monde professionnel !

Nous devons garantir à nos élèves un accès à une culture générale et professionnelle de qualité.

Rénovation des diplômes et simplification de l'évaluation

Tous les diplômes seront déclinés en blocs de compétences sur le modèle de la formation continue pour adapter le contenu des diplômes aux besoins immédiats du patronat. Apparition de nouveaux critères d'évaluation par blocs de compétence et l'évaluation du savoir-être si cher au patronat !

Cela portera un coup fatal au lien entre diplôme et qualification et sa reconnaissance dans les grilles des conventions collectives.

A l'inverse de ces annonces, la CGT est convaincue que l'avenir de l'enseignement professionnel nécessite un plan d'investissement d'ampleur !

Redonner à la voie professionnelle de vrais moyens !

Les attentes tant des élèves que des personnels pour une véritable revalorisation de la voie professionnelle sont très fortes.

Les annonces, rendues publiques ces jours-ci, sont dans le droit fil du libéralisme affiché par le gouvernement. Loin de susciter la confiance, elles confirment les attaques contre la voie professionnelle scolaire qui disposera d'encore moins de moyens.

La CGT Educ'action défend la perspective d'une mobilisation d'envergure dans un cadre unitaire ! La CGT Educ'action propose un plan d'urgence pour la voie professionnelle et les PLP :

Défendre le statut des PLP : Ni annualisation du temps de service ni modification du calendrier scolaire. Egalité de traitement avec les enseignant-es des voies générale et techno du lycée : application de la pondération. Les PLP sont des profs de lycée à part entière !

Obtenir des moyens pour améliorer les conditions de travail et permettre la réussite des élèves : Pas plus de 20 élèves par classe en bac pro et 12 en CAP, application de grilles horaires hebdomadaires, dédoublements notamment en enseignement général, classement en éducation prioritaire pour tous les lycées pro, création de classes passerelles du CAP au bac pro, et du bac pro au BTS.

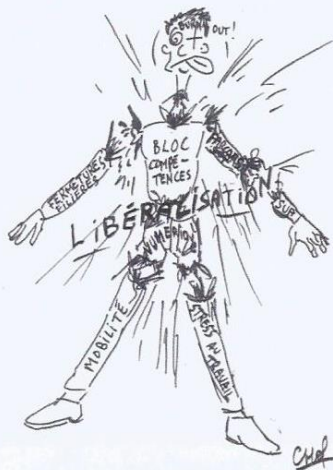
Défendre une voie professionnelle sous statut scolaire qui permet l'émancipation, l'insertion pro et la poursuite d'études. Un cadre national des diplômes : réduction des CCF au profit d'épreuves ponctuelles. Des parcours adaptés aux besoins des élèves et des spécificités des formations : en 3 ou 4 ans selon les besoins.

Exemple : Pour une
division BAC Pro
avec LV2

COMPARATIF GRILLES HORAIRES « PROFS » grille 2

GRILLE 2: dominante LV2	LYCEE ACTUEL	LYCEE BLANQUER	DIFFERENTIEL
ENSEIGNEMENTS PROFESSIONNELS (1)	1236	1176	-60
Enseignement pro disciplinaire heures	1152	856	-296
"chef d'œuvre"		108 (cadre pluridisciplinaire)	
co-intervention (a)		128	
Eco-gestion			
Prévention Santé Environnement	84	84	
ENSEIGNEMENTS GENERAUX (2)	1370	1123	-247
Lettres-histoire	380	267 (995+128 h co-intervention)	-113
+ co-intervention (seulement lettres)		71	
TOTAL LHG	380	338	-42
Maths-sciences	181	140	-41
+ co-intervention (seulement maths)		57	
TOTAL Maths-sciences	181	197	16
Langue vivante 1	174,5	168	-6,5
Langue vivante 2	174,5	126	-48,5
Arts appliqués	84	84	
EPS	224	210	-14
Enseignements généraux liés à la spécialité (EGLS)	152		-152
ACCOMPAGNEMENT PERSONNALISE (3) (b) (c)	210	265	+55
TOTAL (1+2+3)+ co-intervention	2816	2564	-252

(a) la dotation horaire professeur est égale au double du volume horaire élève.
(b) y compris les heures dédiées à la consolidation des acquis des élèves en fonction de leurs besoins à l'issue du test de positionnement en seconde
(c) en terminale : insertion professionnelle (préparation à l'emploi : recherche, CV, entretiens etc.) ou poursuite d'études (renforcement méthodologique etc.)
VOLUME COMPLEMENTAIRE D'HEURES-PROFESSEUR
Pour les divisions dont l'effectif est supérieur à 15 élèves, le volume complémentaire d'heures-professeur est égal au nombre total des élèves de ces divisions, divisé par 20 et multiplié par 13,5.
Pour les divisions dont l'effectif est inférieur ou égal à 15 élèves, le volume complémentaire d'heures-professeur est égal au nombre total des élèves de ces divisions, divisé par 20 et multiplié par 6,75.
Une division isolée dont l'effectif est inférieur ou égal à 15 ne donne droit à aucun volume complémentaire d'heures-professeur.



»» C'EST ÇA "VISER L'EXCELLENCE" ? ««

Non à la fusion des académies d'Amiens et de Lille

Le projet du gouvernement avance à grand pas. Le 15 juin, nous avons rencontré le conseiller des territoires du ministre Thierry Ledroit à Saint Quentin. Il nous a répondu que la décision aurait dû être prise à la mi-juin, ou en tout cas avant les vacances scolaires.

Vers une fusion des académies d'Amiens et Lille?

Par mesure d'économie depuis la réforme territoriale, ces fusions, comme celle des académies de Caen et Rouen qui devait être expérimentale pendant trois mois, mais perdue, devraient aussi nous concerner.

Plus de bureaucratie et moins d'humanité !

Cela signifierait pour nous une administration de plus en plus éloignée, centralisée, moins de proximité, moins d'humanité et plus de difficultés pour suivre les dossiers.

Une académie plus vaste, c'est des zones de remplacement plus étendues.

Les personnels du Rectorat manifestent déjà presque quotidiennement contre ce projet, ne les laissons pas seuls !

Tous les agents doivent s'opposer à cette fusion, car tout le monde en sera victime !

- Rejoignez les manifestations et toutes les actions !
- Faites des motions et des pétitions !
- Votez pour la CGT Educ'Action aux élections professionnelles



Je souhaite : me syndiquer prendre contact

Nom _____ Prénom _____

Adresse personnelle _____

Code postal _____ Commune _____

Tél _____ Mél _____

Établissement _____

Code postal _____ Commune _____

Bulletin à nous retourner à amiens@cgteduc.fr ou à
CGT Educ'action Picardie, 15 rue Anatole France 02100 SAINT QUENTIN